



Mission régionale d'autorité environnementale

**LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES**

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,  
après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,  
sur l'élaboration du PLU de Samaran (32)**

n°MRAe  
2016DKLRMP60

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu la délibération n°2016-01 de la MRAe, en date du 24 juin 2016, portant délégation à Marc Challéat, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2016-2505** ;
- **élaboration de la carte communale de Samaran (32) déposée par la commune** ;
- reçue le 18 août 2016 ;

Vu la consultation/ de l'agence régionale de santé en date du 24 août 2016 ;

**Considérant** que la commune rurale de Samaran (861 ha dont 8 ha urbanisés et 84 habitants en 2013 (source INSEE)) prévoit :

- l'élaboration de sa carte communale pour répondre à ses objectifs de développement ;
- l'accueil de nouveaux habitants : 36 habitants d'ici 2030 ;
- 3,39 ha ouverts à l'urbanisation en zone ZC2 à vocation d'habitat (construction de 17 à 18 logements), sur le bourg (1,99 ha au village) et les deux principaux hameaux (1,12 ha au Barry et 0,28 ha à Laquaraou), en continuité du bâti existant ;

**Considérant la localisation des zones à aménager**, en dehors de zones répertoriées à enjeux écologiques par les ZNIEFF de type I (« *bois de Samaran* » et « *bois de Cassoulets* » ) et de type II (« *coteaux de Sousson de Samaran à Pavie* ») présentes sur le territoire communal ;

**Considérant que les impacts potentiels du plan sur l'environnement sont réduits par les objectifs du projet communal** qui prévoit :

- une urbanisation centrée sur les zones d'urbanisation existantes ;
- la réduction de la taille moyenne des parcelles, de 3 000 m<sup>2</sup> voire 4 000 m<sup>2</sup> par endroit à 1 600 m<sup>2</sup> maximum ;
- la protection des ZNIEFF et des corridors écologiques (trame verte et bleue) par un classement en zone N ou Ni ;

**Considérant** que l'ensemble de la commune, peu dense et dispersé, est placé en assainissement autonome sous le contrôle du service public assainissement non collectif (SPANC) et que les propriétaires devront respecter les prescriptions techniques de l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant celui du 07 septembre 2009 applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ;

**Considérant en conclusion** qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

## Décide

### Article 1<sup>er</sup>

Le projet d'élaboration de la carte communale de Samaran, objet de la demande n°2016-2505, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (MRAe) : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr) et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 19 septembre 2016

Le président de la mission régionale  
d'autorité environnementale,  
Marc Challéat



#### Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)**

Le président de la MRAe LRMP  
DREAL Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées  
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale  
1 rue de la Cité administrative Bât G  
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

**Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)**

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer  
Tour Séquoia  
92055 La Défense Cedex

**Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)**

Tribunal administratif de Montpellier  
6 rue Pitot  
34000 Montpellier

*Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.*